

***Tripoli, Libye, 16 avril (Infosplusgabon) - L'acceptation par le président de la Chambre des représentants en Libye (Parlement), Aguila Saleh, de l'invitation de Khaled al-Mechri, nouveau président du Haut Conseil d'Etat, un organe consultatif issu de l'Accord politique libyen, pour une rencontre entre les responsables des deux Assemblées est de nature à relancer le processus politique libyen.***

Ce processus est dans l'impasse depuis plusieurs mois, en dépit de la tentative de la Mission d'Appui des Nations unies en Libye (MANUL) de relancer le dialogue politique à travers un Plan d'action concocté par son chef, Ghassan Salamé, destiné à sortir de la double crise politique et économique, à travers trois phases, portant sur la révision de l'Accord politique, la tenue d'une Conférence inclusive, l'adoption d'une Constitution et l'organisation d'élections générales.

La relance a buté sur les divergences entre les protagonistes, essentiellement des membres des deux Assemblées, chacun campant sur ses positions, une attitude qui a fait capoter les avancées réalisées au niveau des propositions d'amendement de l'Accord politique, rejetées par le Haut Conseil d'Etat.

L'élection du nouveau président du Haut Conseil, saluée comme un signe d'alternance démocratique ancrant une tradition pacifique de changement au pouvoir, est perçue dans différents milieux libyens comme une opportunité de reprendre le dialogue entre protagonistes et de parvenir à une solution.

C'est ainsi que le chef du Haut Conseil de l'Etat, Khaled al-Mechri, a invité le président de la Chambre des représentants, Aguila Saleh, à une réunion n'importe où en Libye, dans sa première apparition médiatique depuis son élection dimanche dernier.

M. al-Mechri a indiqué que l'une de ses priorités est d'accélérer la tenue des sessions de dialogue regroupant les équipes de dialogue de la Chambre des représentants et du Haut Conseil de l'Etat, afin de mettre en œuvre les amendements proposés à l'Accord politique.

Il a salué les efforts de soutien de la stabilité en Libye, de la part de tous les pays, rappelant les parties internationales des résolutions du Conseil de sécurité sur le traitement avec les instances politiques du pays.

Il a appelé la communauté internationale à prêter attention à la situation en Libye, qu'il décrit comme "dangereuse".

Revenant au dialogue, le nouveau président du Conseil a souligné son engagement à communiquer avec la Chambre des représentants et le gouvernement d'union nationale pour parvenir à un consensus et de respecter la Déclaration constitutionnelle ainsi que le principe du transfert pacifique du pouvoir.

Répondant à l'invitation, le président de la Chambre des représentants a salué l'initiative du président du Haut Conseil, assurant de sa disponibilité de le rencontrer dans les prochains jours.

Cette disponibilité au dialogue intervient dans le contexte du souci de M. Saleh de "mettre fin à la crise politique étouffante en Libye, ce qui reflète la détérioration de la situation dans le pays", ont indiqué des sources de la présidence du Parlement.

Selon cette même source, M. Saleh vise à atteindre un "consensus conduisant à l'amendement de l'Accord politique, tel qu'approuvé par la Chambre des représentants pour former un Conseil présidentiel composé d'un président et deux vice-présidents et d'un chef du gouvernement et parvenir à inclure l'Accord politique dans la Déclaration constitutionnelle, mettant fin aux souffrances du peuple libyen et à la division politique et celle des institutions de l'Etat, qui ont conduit à la détérioration des conditions économiques et de la vie des citoyens".

Membre du Parlement, Faraj al-Chalwi a fait part de sa gratitude pour l'acceptation par le président du Parlement, Aguila Saleh, de rencontrer en Libye le président du Haut Conseil de l'Etat, Khaled al-Machri.

"Nous accueillons favorablement cette invitation et nous espérons qu'elle soit le début de la formation d'un gouvernement, si toutefois, "les intentions sont sincères", a-t-il ajouté, soulignant que; "la situation politique et la situation au Moyen-Orient sont tendues et doivent unir les efforts et s'accommoder de toute initiative positive".

Même son de cloche pour le député, qui s'est félicité de l'acceptation par le président de la Chambre des représentations de rencontrer le président du Haut Conseil de l'Etat Khaled al-Machri, soulignant; "nous espérons que l'objectif de la réunion sera de réaliser les intérêts de la Libye et non servir les intérêts, partisans, régionaux ou personnels".

"Je pense que cette rencontre est le résultat de la pression internationale, parce que c'est un signe d'un consensus proche pour organiser un référendum et des élections présidentielles et parlementaires", a-t-il estimé.

Il a indiqué que les demandes pressantes concernent l'unification des institutions monétaires et militaires, ainsi que l'unification du pouvoir exécutif, estimant que cela contribuera à la collecte des armes et à l'intégration des formations armées dans l'institution militaire, ce qui conduira également à la stabilité de l'Etat et permettra de commencer le développement humain, économique et la reconstruction du pays.

Membre de la Commission de réconciliation nationale et la justice transitionnelle du Haut Conseil de l'Etat, Ahmed Langui a abondé dans le même sens, saluant l'appel mutuel entre les présidents de la Chambre des représentants et le Haut Conseil de l'Etat pour se rencontrer sur les terres de la patrie pour faire bouger la crise politique dans le pays.

Il a ajouté qu'une telle démarche était de nature à permettre la formation d'un nouveau Conseil présidentiel séparé du gouvernement, amenant le pays à l'unification des institutions de l'Etat divisé et d'inclure l'Accord politique et ses amendements dans la Déclaration constitutionnelle.

Cette réalisation constituera un grand pas aboutissant à l'unification du pouvoir exécutif, décrivant cette action comme une grande œuvre nationale.

Membre de la Chambre des représentants, Khairallah al-Turkawi a souligné que l'acceptation par Aguila Saleh de l'invitation du président du Haut Conseil de l'Etat à se rencontrer en Libye était un pas dans la bonne direction.

Selon lui la rencontre pourrait contribuer à la réunification et à résoudre la crise après l'impasse sur la scène politique libyenne. Il a salué tous les efforts déployés pour résoudre la crise libyenne, qu'ils aboutissent à une solution positive ou non.

Ainsi, de grands espoirs sont nourris sur cette initiative de rencontre entre les présidents des deux Assemblées en Libye, qui représentent les principaux protagonistes de la crise, afin d'aboutir à une solution négociée sortant le pays du cercle de la violence et du chaos.

FIN/INFOSPLUSGABON/DSF/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon